

Conflit au Moyen Orient : décryptage des enjeux économiques et financiers

Contexte

Les tensions observées actuellement au Moyen-Orient trouvent leur origine dans l'opération militaire Operation Epic Fury, lancée dans la nuit du 27 au 28 février 2026 par les États-Unis et Israël contre plusieurs cibles stratégiques en Iran. Cette offensive visait notamment des infrastructures militaires et des sites liés au programme nucléaire iranien. Elle marque le début d'une nouvelle phase de confrontation directe entre ces puissances.

En réponse, l'Iran a lancé plusieurs attaques de missiles et de drones contre Israël, ainsi que contre certaines bases militaires américaines présentes dans la région. Rapidement, la situation s'est étendue au-delà d'un affrontement bilatéral, avec l'implication indirecte d'autres acteurs régionaux. Plusieurs pays du Golfe sont aujourd'hui concernés par les conséquences sécuritaires de ce conflit, en raison de la présence de bases militaires occidentales sur leur territoire et de leur proximité géographique avec l'Iran. Ces États participent désormais à des dispositifs de défense et de surveillance aérienne face aux risques d'attaques dans la région.

Le détroit d'Ormuz, un corridor clé pour les exportations du Moyen-Orient

Les pays du Conseil de coopération du Golfe (GCC) ; Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Koweït, Qatar, Bahreïn et Oman ; jouent un rôle central dans l'approvisionnement énergétique mondial. Leur économie repose largement sur les exportations d'hydrocarbures. Les terminaux pétroliers, pipelines et routes maritimes sont donc des actifs stratégiquement ciblés. Une grande partie de leurs exportations d'hydrocarbures transite par le détroit d'Ormuz, l'un des passages maritimes les plus stratégiques au monde.

Chaque jour, environ 20 à 22 millions de barils de pétrole transitent par le détroit d'Ormuz, soit près de 20 % de la consommation mondiale et environ un quart du commerce maritime de pétrole.

Pour les pays du GCC, la dépendance à ce passage maritime est très forte (70 à 75 % des exportations énergétiques du GCC transitent par le détroit). Il est important de souligner l'existence d'infrastructures alternatives (pipelines vers la mer Rouge ou la mer d'Arabie), même si leur capacité reste limitée.

La dépendance asiatique

L'Asie est de loin le principal débouché des hydrocarbures transitant par le détroit d'Ormuz. Plus de 80 % du pétrole transporté par Ormuz est destiné à l'Asie. Les principaux importateurs sont la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et le Japon. À eux seuls, ces quatre pays représentent près des trois quarts des importations énergétiques transitant par Ormuz.

Le prix du baril : élément déterminant pour les marchés

Depuis le début de conflit, le prix du baril (Brent) oscille entre 40 et 50% de hausse pour se situer autour des 100\$ (au 16/03).
Evolution du prix du Brent depuis le 1er janvier / Source : Google finance, Contrat continu Brent Crude Oil Last Day Financial Future.



Pour l'heure, bien que le seuil symbolique des 100 dollars/baril ait été franchi, l'augmentation du prix du pétrole demeure contenue par comparaison avec les précédents chocs pétroliers.

Trois leviers importants ont en effet été activés pour éviter une flambée incontrôlée du prix du pétrole :

- L'agence internationale de l'énergie a annoncé que ses 32 pays membres avaient donné leur accord pour le prélèvement le plus important jamais réalisé sur leurs réserves stratégiques.
- Les Etats-Unis ont temporairement levé les sanctions sur le pétrole Russe à destination de l'Inde.
- Et l'OPEP+ a annoncé augmenter sa production de pétrole. Même si le problème est avant tout logistique (blocage du détroit d'Ormuz), une augmentation théorique de l'offre peut envoyer un signal positif aux marchés. Pour les pays du GCC, la dépendance à ce passage maritime est très forte (70 à 75 % des exportations énergétiques du GCC transitent par le détroit). Il est important de souligner l'existence d'infrastructures alternatives (pipelines vers la mer Rouge ou la mer d'Arabie), même si leur capacité reste limitée.

	Ampleurde la hausse	Variation en %
1 ^{er} choc pétrolier	3 USD (mars 1973) - 13,5 USD (janv 1974)	+350%
2 nd choc pétrolier	13,5 USD (oct 1978) - 40 USD (nov 1979)	+200%
1 ^{ère} Guerre du Golfe	17 USD (juillet 1990) - 35 USD (oct 1990)	+100%
Guerre en Iran	67 USD (janv 2026) - 100 USD (mars 2026)	+50%

Impact des précédents chocs pétroliers / Source : Groupama Asset Management

Quelles implications sur l'économie mondiale ?

L'impact économique du conflit en cours devrait dépendre de trois facteurs :

- L'évolution du prix des matières premières, principalement pétrole et gaz
- L'évolution des conditions financières
- La durée du conflit

Pour l'heure, les banques centrales s'expriment peu, mais les anticipations de marché ont évolué depuis le début du conflit. Deux hausses de taux sont désormais attendues du côté de la Banque centrale européenne, pour 1,5 baisse de taux pour la Réserve fédérale américaine.

Mais c'est bien la durée du conflit qui sera l'élément clé. Une résolution rapide du conflit ferait revenir les cours du pétrole et du gaz à des prix d'avant crise, et l'utilisation des réserves stratégiques permet pour l'heure de contenir l'impact sur l'inflation globale. Un enlisement du conflit sur le plus long terme pourrait en revanche laisser l'inflation sur les matières premières se diffuser dans l'économie et peser sur la croissance.

Dans le scénario du prix du baril à 100 dollars US pendant 6 mois, Groupama Asset Management estime pour 2026 un impact sur la croissance de -0,5% aux Etats-Unis et -0,8% en Europe, et un impact sur l'inflation de +0,5% aux Etats-Unis et entre +0,8% et +1% en Europe.

Scénario n°1 (central à ce stade) : conflit d'une durée de 4 à 5 semaines avec un baril autour de 100\$

Dans l'hypothèse d'un conflit limité dans le temps, entraînant une hausse temporaire du prix du pétrole autour de 100 dollars le baril, l'impact économique resterait mesuré et largement gérable pour l'économie mondiale. L'augmentation toucherait principalement les prix de l'essence et des transports, mais le choc reste maîtrisable en raison de sa durée courte et d'un niveau de prix qui, bien que plus élevé, n'est pas extrême au regard de l'histoire récente.

La hausse temporaire du coût de l'énergie pourrait entraîner un léger ralentissement de l'ordre de -0,1 à -0,2 point de croissance (au niveau mondial). Dans un tel contexte, les marchés réagiraient initialement par une phase de repli modéré, avant de se stabiliser une fois la nature temporaire du choc confirmée. La volatilité augmenterait brièvement, mais sans remettre en cause les tendances de long terme.

En somme, l'économie mondiale absorberait relativement bien ce choc énergétique ponctuel. Le scénario reste gérable, tant pour les entreprises que pour les investisseurs, et ne remet pas en question les perspectives globales à moyen terme. Les grands équilibres macroéconomiques resteraient solides.

Ce scénario est à ce stade celui qui est privilégié par les marchés financiers.

Scénario n°2 : Escalade géopolitique majeure avec flambée du prix du baril

Dans ce scénario extrême, la situation au Moyen-Orient dégénère rapidement avec à la clé un véritable choc pétrolier et gazier : flambée historique des prix. Les prix atteindraient alors des niveaux exceptionnels avec un pic possible du baril de 150 à 200\$, voire jusqu'à 250\$ temporairement. Ce choc énergétique représenterait une véritable taxe supplémentaire massive imposée à l'économie mondiale.

Les conséquences macroéconomiques seraient considérables. Les estimations indiquent une contraction majeure de l'économie mondiale. Un tel choc aurait une ampleur comparable à certains épisodes historiques des années 1970, rendant très probable l'entrée de l'économie mondiale en récession.

Face à une inflation très élevée et à une croissance en forte baisse, les grandes banques centrales (Réserve fédérale américaine, Banque centrale européenne, etc.) se retrouveraient dans une situation complexe et activeraient plusieurs interventions ciblées pour stabiliser les marchés financiers.

Impacts sur les marchés financiers à ce stade

Après une première phase de baisse marquée en Europe et en Asie, les marchés ont acté l'idée d'un conflit qui durera quelques semaines. Sur les dernières séances, on observe un phénomène de « yoyo » (baisse suivie d'un rebond, puis nouvelle baisse etc.) sans réelle tendance. Les places boursières se sont stabilisées mais restent volatiles au gré des nouvelles (bonnes comme mauvaises) sur le pétrole ainsi que des déclarations politiques des deux camps. Depuis le début du conflit, les performances des marchés actions sont hétérogènes : US (-0,48% en €), Europe (-5,74%) et en Asie ex.Jap (-5,38% en €) (performances au 13/03).

QUELS RÉFLEXES ADOPTER DE VOTRE CÔTÉ FACE À L'ACTUALITÉ ?

Préférez la patience à la précipitation immédiate.

- **Garder une approche sereine** : les à-coups font partie de l'évolution des marchés financiers ; rester investi en tout temps permet de ne pas manquer les rebonds potentiels de marché qui contribuent à la génération de performance à long terme.
- **Diversifier** : répartir ses placements sur plusieurs classes d'actifs différentes, afin de bénéficier d'une plus grande variété de sources potentielles de rendement pour mieux absorber les chocs de marché.
- **Avoir une vision long terme** : une stratégie d'investissement pérenne s'inscrit dans la durée et nécessite de garder le cap, particulièrement lors des phases de baisse afin de limiter l'impact des mouvements de marché.

LES POINTS CLÉS À RETENIR

- **Un embrasement militaire au Moyen-Orient accroît les risques géopolitiques et sécuritaires dans la région du Golfe.**
- **Le détroit d'Ormuz est stratégique : il concentre près de 20 % du pétrole mondial, avec une forte dépendance des pays du GCC et de l'Asie.**
- **Le pétrole a fortement augmenté, autour de 100 \$ le baril, mais la hausse reste contenue grâce aux réserves stratégiques et à l'action de l'OPEP+.**
- **L'impact économique dépendra surtout de la durée du conflit : limité s'il est court, plus marqué en cas d'enlisement.**
- **Scénario central des marchés : un conflit relativement bref, absorbable par l'économie mondiale, malgré une volatilité financière persistante.**

Les performances passées ne présagent pas des performances futures

Article mis à jour le 17/03/2026

Ce document a été conçu par l'Unité de Solutions Financières de Groupama Gan Vie à des fins d'information.

Groupama Gan Vie s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur qui peut être sujette à des fluctuations à la hausse comme à la baisse, dépendant en particulier, de l'évolution des marchés financiers.

L'investissement en épargne salariale comporte des risques. Avant tout versement ou arbitrage dans vos plans d'épargne salariale, vous devez prendre connaissance du prospectus ou du document d'informations clés (DIC) des supports de placement.

Groupama Gan Vie : Société anonyme au capital de 1 371 100 605 euros - 340 427 616 RCS Paris - APE : 6511Z Siège social : 8-10 rue d'Astorg, 75008 Paris.

Groupama Épargne Salariale : Société Anonyme au capital de 8 709 015 € - 428 768 352 RCS Nanterre - Siège social : 2 boulevard Pesaro - 92000 Nanterre - Adresse de correspondance : Service Clients - 46 rue Jules Méline - 53098 Laval Cedex 9.